

*Le mouvement d'occupation des places en France a aujourd'hui deux semaines. Son évolution est difficile à prévoir car ouverte à beaucoup d'imprévus même si ses racines sont profondes. Rien n'indique ainsi, au moment où j'écris, si l'occupation emblématique de la place de la République à Paris va pouvoir réellement perdurer ni sous quelle forme.*

C'est le propre des mouvements de contestation de l'ordre dominant de ne pas avoir de trajectoire linéaire. D'une part parce que leurs avancées mêmes les confrontent à de nouveaux enjeux, de nouveaux objectifs, de nouvelles questions. Après 15 jours d'occupation le mouvement est ainsi confronté à des questions de stratégie sur son rapport à la répression, ses rapports aux mouvements de lutte, la nécessité de son extension, etc. D'autre part, parce que le premier effet de surprise passé, l'ordre dominant se réorganise. Ainsi le pouvoir cherche ouvertement à reprendre possession de la place de la République. Tous les partis dominants, du PS au FN, demandent désormais son évacuation par la police. Mais l'imprévu est aussi le résultat de raisons beaucoup plus profondes ayant trait à la crise du pouvoir ainsi qu'à la nature de ce mouvement dont Nuit Debout est une des formes d'expression et qui se développe largement hors des cadres traditionnels.

## **1- Un mouvement qui ne vient pas de nulle part**

Nuit Debout est la résultante de plusieurs dynamiques : une colère générale, le développement plus ou moins souterrain de différentes luttes, le surgissement d'une lutte générale contre une loi antisociale (la loi El Khomri du nom de la ministre du travail dite aussi « loi travail ») et l'initiative d'occuper la place de la République le soir du 31 mars, prise hors des cadres traditionnels.

Comprendre cela n'est pas faire un travail d'archiviste du mouvement. Cela permet d'anticiper la profondeur et la capacité de réaction du mouvement et donne des pistes sur son avenir.

La colère générale contre le système et le pouvoir s'exprime depuis des mois de différentes manières : désaffection vis-à-vis du gouvernement, mais aussi désaffection vis-à-vis de tous les partis dominants. Cette colère n'est pas forcément progressiste quand elle s'exprime par le vote pour l'extrême-droite. Mais elle n'est pas univoque. Elle s'est aussi exprimée par la popularité des travailleurs d'Air France molestant le directeur des ressources humaines (en déchirant sa chemise) cet automne, ou le succès d'une pétition de soutien aux syndicalistes de Goodyear condamnés à de la prison ferme.

Et depuis un an les luttes se sont multipliées, locales et isolées, dans les lieux de travail, signe d'un retour de combativité après des années de recul depuis l'échec du dernier grand mouvement social en septembre 2010. C'est dans ces expériences que se reconstruisent progressivement combativité, confiance et besoin de mouvement global.

Puis, les derniers mois ont été marqués par des luttes spécifiques : mouvement de solidarité avec les migrant•e•s et résistance des lieux d'occupation contre les grands projets du pouvoir, notamment contre le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes. Il n'est pas indifférent de noter que, lors des semaines précédant le début du mouvement contre la loi Travail, ont eu lieu deux manifestations marquantes. L'une, à Calais pour l'ouverture des frontières, a eu une résonance nationale sans être massive. L'autre à

Notre-Dame-des-Landes a réuni plusieurs dizaines de milliers de manifestant•e•s en soutien, significativement, à l'occupation du terrain par des paysans et des activistes. Il faut y ajouter, après la sidération créée par les attentats du 13 novembre, le début d'une riposte contre les mesures policières et liberticides prises par le gouvernement.

C'est dans ce contexte que le gouvernement a décidé d'attaquer encore plus durement les travailleurs/ses avec une loi démantelant toujours plus le code du travail.

## **2- Une riposte lancée hors des cadres traditionnels**

La riposte à cette loi s'est lancée hors des cadres traditionnels, alors que les directions syndicales s'apprêtaient, une fois encore, à reculer. Au départ de cette riposte, une pétition exigeant le retrait total de la loi est lancée sur les réseaux sociaux qui obtient plus d'un million de signatures. Les organisations de jeunesse appellent alors, sur les mêmes bases (le retrait de la loi) à faire du 9 mars une journée de mobilisation générale. L'audience pour la riposte va obliger les organisations syndicales à s'y joindre et à appeler à une journée de grève nationale et de manifestations le jeudi 31 mars. Mais c'est dans la jeunesse, dans les lycées et les universités, que le mouvement trouve son moteur, avec des journées régulières de manifestations et de blocages.

Le 23 février se tient à Paris une réunion de convergence des luttes autour d'un journal indépendant mais associé à la gauche radicale (« Fakir »), d'économistes (notamment Frédéric Lordon) et d'intermittent•e•s du spectacle. Dans la même période un film « Merci Patron », soutenu par les mêmes, tourne dans de nombreux endroits, avec des débats organisés à l'issue de la projection, et remplit les salles. La réunion à Paris fait salle comble à la Bourse du travail (immeuble des syndicats au centre de Paris, près de la place de la République) qui doit même fermer ses portes devant l'affluence ! Suite à ce succès les initiateurs appellent à une réunion pour ceux et celles qui veulent passer aux travaux pratiques. Alors qu'une cinquantaine de personnes sont attendues c'est plus de 200 qui viennent. A cette réunion l'idée est lancée que le 31 mars, après la manifestation, « on ne rentre pas chez nous » ! Progressivement l'idée d'occuper une place à la fin de la manifestation se répand. Ce sera Nuit Debout et l'occupation de la place de la République.

## **3- Nuit Debout, c'est parti !**

Plus d'un million de personnes manifestent le 31 mars dans toute la France. Malgré la pluie des centaines de manifestant•e•s viennent place de la République. Une association de défense des sans-abris, Droit au Logement, s'est jointe à l'appel et a décidé de rester sur la place plusieurs jours avec sa tente, au moins jusqu'à la manifestation qu'elle organise le samedi suivant. Et la mayonnaise prend après le jeudi avec de plus en plus de monde de jour en jour. Des assemblées se tiennent avec des milliers de personnes le samedi et le dimanche. Des commissions se mettent en place, des débats où la parole se libère. La place de la République fait la une des journaux.

Le dimanche, les initiateurs décident de n'appeler qu'à des temps forts d'occupation de la place le mardi et le samedi suivants, qui sont des jours de manifestations. Les nuits sont en effet difficiles à tenir avec uniquement quelques dizaines d'irréductibles après l'arrêt des transports en commun entre 1h et 2h du matin. Ils considèrent que ce sera d'autant plus

difficile en pleine semaine lorsque les gens vont au boulot.

Mais dès l'après-midi du lundi, des centaines de personnes se réunissent à nouveau sur la place et plus d'un millier tient une assemblée le soir même. Une manifestation, décidée sur la place l'après-midi, part même de la place contre une conférence que tient le premier ministre Manuel Valls juste à côté. Des délégations arrivent en manifestation : réfugié•e•s, intermittent•e•s et précaires... La place tient. Le mardi, à l'issue de la manifestation, des milliers participent à l'assemblée populaire. Désormais ce sera le cas chaque soir.

Et dès cette première semaine un saut qualitatif est franchi qui va s'amplifier la seconde. De multiples commissions s'organisent sur des thèmes et fronts (pour rédiger un manifeste, pour assurer la logistique, pour « organiser » la démocratie, pour mettre en place des actions, une infirmerie, une cuisine, etc.). Progressivement vont se mettre en place une radio, une télé, un jardin (!). Chaque matin, la police évacue la place. Chaque après-midi, avec une ingéniosité incroyable, un village renaît fait de tentes, de bâches, de palettes de bois et des milliers de personnes participent pendant des heures à une assemblée populaire. En parallèle se tiennent des réunions thématiques, des stands d'associations, de maisons d'édition et librairie alternatives. Les malentendants tiennent des assemblées en langage des signes, des universités populaires s'organisent à ciel ouvert, des activités pour les enfants, des ateliers d'affiches, des formations juridiques, etc.

Mais surtout, sur cette place, le mouvement commence à éviter une des impasses possibles : sa déconnexion avec le mouvement de lutte contre la loi Travail. Il établit le lien avec le mouvement qui lui sert de carburant. Des contacts s'établissent avec les lieux de lutte, étudiant•e•s et lycéen•ne•s bien sûr mais aussi cheminot•e•s, postiers/ères, etc. Des diffusions sont organisées, à partir de la place, vers les lieux de travail pour mobiliser pour la manifestation prévue le 9 avril contre la loi Travail. S'ajoutent à cela de multiples actions organisées dans le cadre de la convergence des luttes et qui partent de la place, avec les intermittent•e•s du spectacle, en solidarité avec les réfugié•e•s, pour repeindre la façade des banques ou occuper des sièges de la Société générale, avec les sans-abris, etc...

Cerise sur le gâteau : la pratique des manifestations sauvages se développe chaque soir, notamment la nuit, pour aller devant les commissariats sortir des manifestant•e•s arrêté•e•s, après une action pour démanteler les grilles qui empêchent les réfugié•e•s de s'installer dans certains endroits ou, plus simplement, pour aller prendre un « apéro chez Valls ». Alors que le pouvoir voulait interdire l'espace à la contestation avec la proclamation de l'état d'urgence, le mouvement le réoccupe et s'y habitue dans la jubilation.

Et le mouvement se propage avec l'organisation de Nuit debout et des tentatives d'occuper des places dans plusieurs autres villes notamment après la manifestation du 9 avril. A des niveaux divers, une soixantaine de villes sont concernées.

### **3- Le rapport à la police**

Ces succès tout comme la répression qui s'accroît sur le mouvement (et aussi parfois la fatigue) amènent maintenant Nuit Debout à plusieurs questions immédiates pour son avenir, qui sont aussi des questions stratégiques : celle de l'extension, de son rapport au mouvement et celle du rapport à la police ainsi qu'à la violence.

Le pouvoir tente de plusieurs manières de mettre fin aux occupations de place et

notamment à celle de la place de la République, qui joue un rôle emblématique. Les attaques médiatiques se multiplient sur le thème : lieu de désordre et d'organisation de violences. La police tente progressivement, chaque jour davantage, de reprendre le contrôle de la place. Les manifestations, en premier lieu celles de la jeunesse et les manifestations sauvages, sont de plus en plus violemment attaquées par la police. Deux réponses sont données au sein du mouvement.

La première réponse, qu'il faut contester sur des bases de principe, appelle à la fin des violences et propose, sous différentes formes, de faire appel à la police pour nous rejoindre. Cette réponse risque de désarmer le mouvement face à la répression. Il ne faut pas oublier qu'aux dernières élections (régionales) le Front National a obtenu plus de 50% des voix au sein de la police et de l'armée, score qui atteint 70% chez les flics en activité. La police et l'armée sont au coeur du pouvoir et leur violence directe est l'expression pratique de la violence de la domination de la classe dirigeante. Sans stratégie de confrontation avec la police, le mouvement devra renoncer à ses acquis et, en premier lieu, aux places qu'il occupe. Par ailleurs, propager l'idée qu'il pourrait y avoir une alliance possible avec la police deviendrait un obstacle à l'extension nécessaire du mouvement aux quartiers populaires, aux migrant•e•s, réfugié•e•s et sans-papiers, aux syndicalistes radicaux, tou•te•s touché•e•s directement et très concrètement par la violence policière.

La seconde réponse est celle de la confrontation directe avec la police. Celle-ci, venant de secteurs divers, souvent appelés « autonomes », prône l'affrontement systématique et violent avec la police et vise même à le provoquer. Preuve d'une radicalisation générale, notamment dans la jeunesse, elle entraîne de plus en plus de jeunes au sein même des manifestations et obtient un soutien, même si le plus souvent passif, de plus en plus large. Cette stratégie fait du coeur de l'État la cible essentielle et tend à nier toutes les médiations par lesquelles une majorité de la société est entraînée dans une confrontation générale avec la classe dirigeante et son État. Organiser une confrontation directe systématique avec la police, en tous lieux, peut conduire non seulement à marginaliser une minorité, en la rendant beaucoup plus facile à réprimer, et intimider le reste du mouvement.

Mais, et c'est le propre du mouvement, les idées et stratégies qui y dominent sont très fluides. Une anecdote permet de l'illustrer. Ce lundi, alors que l'assemblée populaire débattait notamment de ce genre de questions, les CRS ont essayé d'empêcher une camionnette de la logistique d'entrer sur la place. Rapidement, plusieurs centaines se sont regroupés pour repousser les flics qui ont dû refluer au-delà de la place sous la pression du nombre et la détermination. Parmi ceux et celles qui gueulaient « Tout le monde déteste la police » et repoussaient les flics, certain•e•s plaidaient, quelques heures auparavant pour dire « la police avec nous » !

#### **4- La question de l'extension**

La deuxième question soulevée immédiatement n'est pas déconnectée de la première. Affaiblir les capacités de répression directe du mouvement passe par son extension, sa dissémination, aussi bien géographique que « sociale » et politique.

Extension géographique par la multiplication des lieux de Nuit Debout. Des événements Nuit Debout se lancent dans différentes villes. A la différence de la Place de la République, l'initiative semble beaucoup plus venir cette fois de militant•e•s organisé•e•s et

notamment de membres de la gauche (plus ou moins) radicale au sens large. L'avenir de ces initiatives dépendra de la capacité de ces militant•e•s à se laisser déborder et à ne pas « canaliser » l'expression de la colère.

Extension sociale par le développement de Nuit Debout parmi les couches populaires et les quartiers, ce qui passe autant par les thèmes et revendications abordés que par les lieux de développement. La préoccupation est présente place de la République à Paris, notamment, et c'est très positif. Mais cela ne pourra se faire qu'en rompant avec toute forme de paternalisme. Les quartiers populaires ne sont pas des « terres de mission » pour militant•e•s, des lieux sans politique. La connexion avec Nuit Debout ne pourra se faire qu'au travers le rôle moteur qu'auront les habitant•e•s de ces quartiers eux et elles-mêmes, et les réseaux existants dans ces quartiers. La question se pose dans des termes similaires en ce qui concerne la solidarité avec les sans-papiers et réfugié•e•s.

Extension politique enfin par le refus de toute « institutionnalisation » de Nuit Debout et de ses objectifs. L'idée d'une nouvelle « Constitution » à rédiger, lancée au départ par Frédéric Lordon, a été rapidement reprise dans les assemblées. L'aspect séduisant de la démarche est le radicalisme qui la sous-tend. Il n'y aurait plus rien à tirer des cadres institutionnels existants, il s'agit de refonder une réelle légitimité démocratique « par en bas ». Mais les risques sont aussi grands d'un nouveau formalisme oubliant que les règles d'un nouveau monde ne peuvent être écrits par une minorité mais supposent l'insurrection de la majorité. D'où la nécessité de l'extension politique aux questions soulevées dans les quartiers, de l'antiracisme, l'internationalisme, les luttes contre le sexisme et la LGBTphobie, etc. D'où la nécessité des questions posées autour du rôle du travail, vecteur d'aliénation mais aussi potentiellement lieu collectif de lutte et de pouvoir social.

## 5- Le rapport au mouvement

La dynamique de Nuit Debout est étroitement dépendante du mouvement de lutte et très directement de la lutte contre la loi Travail. C'est son premier carburant et un carburant essentiel. Hors la dynamique de mise en mouvement, d'élargissement, d'expériences collectives et de radicalisation, le phénomène Nuit Debout risque de tourner en rond, de se perdre dans des débats abstraits et dans des impasses minoritaires ou/et de retomber, à défaut de force et d'expériences, dans des formes d'institutionnalisation. Le risque est là. Plus que jamais, l'avenir de Nuit Debout passe dans sa capacité à se lier à la lutte contre la loi Travail, à contribuer à la construction d'une grève générale.

Certain•e•s parlent déjà d'essoufflement et pronostiquent l'échec après que les manifestations du 9 avril ont été entre cinq et deux fois plus petites que celles du 31 mars et tandis que lycées et universités sont fermés par les vacances scolaires. Mais ces analyses souffrent elles-mêmes de l'absence de dialectique entre le mouvement de lutte et Nuit Debout. Il est significatif que ce soit à Paris, là où Nuit Debout est le plus ancré, que la manifestation contre la loi Travail du 9 avril n'a pas significativement faibli depuis le 31 mars.

D'une part parce que Nuit Debout commence à représenter potentiellement une « direction » alternative à celle des directions syndicales qui reculent devant la perspective d'un mouvement qui se met à leur échapper et d'une confrontation totale avec le gouvernement. Après le 9 avril, les directions syndicales appellent à une mobilisation... le 28 avril. La direction de la CGT-cheminots, considérée comme « de gauche » (par rapport à

la direction confédérale), trahit désormais le mouvement en lui opposant un agenda corporatif différent. Le syndicat étudiant Unef, jusque-là en pointe, n'appelle désormais plus à des dates de mobilisation intermédiaires et se félicite des avancées obtenues auprès du gouvernement.

D'autre part parce que le mouvement contre la loi Travail cristallise une colère bien plus globale que la seule résistance aux attaques du code du travail et que toute volonté de limiter ce mouvement au seul objectif de retrait de la loi et de le canaliser bridera son potentiel et sa combativité. Si Nuit Debout dépend du mouvement de lutte contre la loi El Khomri, celui-ci dépend de l'expression d'une révolte globale que cristallise Nuit Debout.

Le mouvement a démarré hors des cadres habituels. Nuit Debout a étendu considérablement le champ possible de ce « hors cadres ». A condition de se lier plus encore aux secteurs les plus combatifs dans les syndicats, aux lycéen•ne•s, aux étudiant•e•s, il pourrait contribuer à un nouveau pas en avant de la lutte contre la loi travail, à une grève qui deviendrait alors une grève politique.

## **6- L'avenir n'est pas écrit**

Pendant que ce mouvement avance et se pose des questions, les trajectoires dominantes du pouvoir continuent d'opérer dans le sens d'un renforcement de l'État policier, dans le sens du racisme et du nationalisme, dans le sens des attaques sociales. Les monstres ne sont pas tapis dans l'ombre, ils sont là et bien là. Une de leurs formes est l'extrême droite. C'est aussi pour cela que la trajectoire du mouvement le place nécessairement en confrontation radicale avec les politiques de la classe dirigeante et avec l'État.

Encore une fois cette confrontation ne progressera pas de manière linéaire. Le mouvement connaîtra sans doute des échecs partiels et des reflux apparents. Sans doute changera-t-il plus d'une fois de forme. Il faudra parfois qu'il sache s'engouffrer dans des flux massifs et spontanés, quitte à se taper dans un mur pour apprendre à le démolir ou le sauter. Parfois il dépendra d'initiatives prises par une minorité mais qui font sens pour des nombres plus importants.

Ce qui est sûr, c'est qu'après des années d'apparente atonie et de progression de toutes les tendances réactionnaires dans la société française, quelque chose a changé qui a fait à nouveau basculer l'espoir. Les pierres précieuses enfouies sous la lave durcie des derniers mouvements sont revenues à la surface avec la lave rougie, plus brillantes encore.

Les temps qui viennent ne seront pas moins durs. Mais désormais nous ne sommes plus condamné•e•s à les subir couché•e•s.

*Nos contenus sont placés sous la licence Creative Commons ([CC BY-NC-ND 3.0 FR](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/fr/)). Toute parution peut être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur•e(s) et URL d'origine activée.*